

B. ENJEUX ET CONTEXTES

Jean-Paul Lafrance

Université du Québec à Montréal, Canada

LES QUÉBÉCOIS, UN PEUPLE DE PASSEURS

Faut-il s'étonner qu'il reste encore en Amérique du Nord un peuple de culture française, surtout après deux siècles de lessivage linguistique anglo-saxon ? En fait, pour être honnête, à part la petite enclave québécoise d'expression française, il ne reste plus aux États-Unis, ce grand pays formé essentiellement d'immigrants (Hollandais, Italiens, Français, Espagnols, Chinois, etc.), qu'une minorité hispanophone concentrée autour de quelques points d'ancrage espagnol (San Diego, près du Mexique, New York, en raison de l'émigration portoricaine, ou Miami, dans le voisinage de Cuba). Le *melting-pot* a si bien fonctionné comme intégrateur culturel que les États-Uniens se sont même emparés de «l'Amérique» pour se désigner eux-mêmes, au grand dam des Mexicains qui continuent cependant de les appeler les «estadounidenses».

C'est à cause des Américains

Faisons un peu d'histoire pour montrer que le respect de la culture française par les conquérants anglais n'est dû qu'à la menace américaine – et peut-être également à la différence de philosophie entre les Anglais et les Français, ces derniers ayant tendance à coloniser les territoires conquis, les premiers à les assimiler. Nous apprenions dans nos livres d'histoire que Christophe Colomb «découvrait» l'Amérique en 1492, en espérant atteindre Cathay, le pays de la soie et de la porcelaine, la Chine d'aujourd'hui... C'était le début de la grande aventure de la colonisation (Colomb/colon : jeu du hasard !). Ceux que l'on a longtemps appelés «les Indiens» – toujours la même phobie d'atteindre l'Inde, le pays des épices — nous ont

par la suite rappelé qu'ils étaient là bien avant nous, Européens, en nombre d'individus et de peuples ; au Yucatan, il y avait 15 millions de Mayas en 1500, à l'arrivée des Espagnols.

Les Espagnols se sont intéressés aux richesses du centre de l'Amérique et ont assimilé de force les Aztèques, les Mayas, les Incas et tous les autres peuples agglutinés autour du Mexique, de l'Amérique centrale et du Sud-Ouest jusqu'au Pérou et au Chili. Pendant ce temps, les Portugais s'emparaient de la façade est de l'Amérique du Sud, fidèles en cela à la bulle papale d'Alexandre VI Borgia qui divisa le monde nouveau en deux territoires répartis entre ces deux peuples : les Espagnols à l'ouest, les Portugais à l'est¹.

Pendant ce temps, les Français ont conquis le Nord, mais à la façon bien française, c'est-à-dire en implantant des comptoirs commerciaux et non des colonies de peuplement. Malheureusement, il n'y avait pas grand-chose au Canada à rapporter en Europe ; pas d'or ni d'argent, mais, dans ces « grandes étendues de neige », comme disait Voltaire, du bois et des fourrures que l'on pouvait collecter loin dans l'arrière-pays. Un nombre important de forts, protégés par des fortifications de bois, furent ainsi établis et protégés par quelques hommes, de l'Acadie à la baie d'Hudson, de Tadoussac à la Louisiane. Sitôt fondés, ces établissements tombent sous le coup de fusil des Anglais de plus en plus nombreux en terre américaine ; on les reprend avec beaucoup de bravoure, mais tout est à recommencer quelques années plus tard. Et la comédie durera cent cinquante ans ; les Français sont de braves coureurs de bois, les Anglais sont nombreux et entêtés... Autour de 1700, les anglophones étaient plus d'un million en Amérique, les francophones 60 000. La loi du nombre est implacable dans la préservation des langues et des cultures !

Ce qui a sauvé le fait français et la religion catholique (irréremédiablement liés pendant deux cents ans) en terre d'Amérique, c'est la révolution américaine ! Les Anglais qui sont restés fidèles à la Couronne britannique se sont repliés au Canada, après la sécession des États de l'Union ; les Britanniques ont eu tellement peur que les « Canadiens français » ne les imitent dans leur rébellion qu'ils leur ont accordé le privilège de parler leur langue et de pratiquer leur religion, le tout confirmé par l'acte de Québec de 1778. Et, pendant près de deux cents ans, les « Canayens » ont vécu repliés sur eux-mêmes en gardant précieusement leur trésor culturel ; ils ont créé une société de conservation, une *Gemeinschaft* (société traditionnelle d'appartenance ethnique, basée sur les liens de sang) plutôt qu'une *Gesellschaft* (société moderne, créée par contrat social), pour reprendre l'expression célèbre du sociologue allemand du début de XX^e siècle, Ferdinand Tönnies². Mais ils ont payé bien cher le prix de la sainte alliance entre langue et religion ; les paysans groupés autour de leur église et sous la houlette de leur pasteur (dans le sens biblique du terme) ont renoncé à toute velléité d'indépendance vis-à-vis de la Couronne britannique et du haut clergé. Il y a bien eu les révoltes de 1837 appelées pudiquement « la révolte des patriotes », où les paysans se sont battus contre « les habits rouges », les fantassins de la Couronne britannique, dans un combat inégal (des faux contre des fusils). Peine perdue, le haut clergé catholique avait déjà fait un pacte avec le gouverneur anglais contre la paysannerie et le bon curé de village.

Enfin vint la guerre

La modernité est arrivée après la Seconde Guerre mondiale, après le retour en ville de la masse des travailleurs. En effet, contrairement au cas européen, la guerre a été bénéfique pour le Québec ; elle a déclenché un formidable mouvement de modernité qui a culminé avec la « révolution tranquille », vers 1960 : urbanisation, laïcisation, syndicalisation et création de la fonction publique, éducation post-secondaire et identité culturelle, revendication politique et mouvement indépendantiste, tout est arrivé en même temps dans l'espace d'une décennie. Les Québécois sont passés d'une économie de subsistance à une économie de marché.

Les Québécois, après deux référendums, n'ont pas encore conquis leur indépendance politique et financière, quoique l'autonomie culturelle leur soit passablement assurée. Ils ne sont pas encore indépendants du Canada (comme la Catalogne, c'est un pays sans État !), bien que le oui du dernier référendum n'ait été battu que par un cheveu, soit à peine 1 % – une bonne majorité des Québécois francophones de souche a cependant approuvé la séparation. Pourquoi ? « En raison de l'argent des Anglais et du vote ethnique », pour paraphraser le discours post-référendaire du Premier ministre de l'époque, le bouillant Jacques Pariseau... Cette bourde politique entacha à jamais la réputation de l'homme politique qui fut accusé maintes et maintes fois par les fédéralistes de racisme (l'offense suprême !). Cette expression, quoique *politically incorrect* et grammaticalement mauvaise, est juste, mais demande quelques explications.

La première explication est évidente et elle découle de la force de réaction d'une fédération canadienne qui fonctionne pourtant mal ; s'il n'y avait pas eu l'argent du Fédéral³ et de Toronto, le résultat du référendum eût été changé.

La deuxième explication sera plus longue. Le Québec, société traditionnelle avant la guerre, s'est ouvert progressivement par l'arrivée successive de nombreux immigrants venus de partout, au hasard du trop-plein des pays ou des coups d'État ; d'abord les Chinois, puis les Italiens, puis les Portugais, les Chiliens, les Haïtiens, les Vietnamiens, etc. Bref ! le multiculturalisme total. Cette mixité de la société québécoise actuelle est une chance, puisqu'il n'y a pas à proprement parler de manifestations de racisme au pays. Non pas que les Québécois soient plus vertueux que les Français, les Anglais ou les Américains !... mais parce que les Québécois n'ont pas de passé colonial ; ils n'ont pas non plus à supporter le poids d'une immigration trop lourde et, surtout, venant d'un seul pays (les Français envers les Maghrébins et les Africains de l'Ouest, les Anglais avec les Indiens et les Pakistanais, les Américains envers les Noirs)⁴...

Pourtant, en ce qui concerne l'indépendance du Québec, il existe une certaine tension avec les nouveaux arrivants, dits néo-québécois ou néo-canadiens. En effet, ces derniers sont souvent placés en position inconfortable, entre les Québécois et les Canadiens, ou plus exactement entre les Québécois indépendantistes et les Canadiens fédéralistes. On leur demande souvent malgré eux de choisir leur pays, alors qu'ils viennent d'arriver. Comment, par ailleurs, expliquer aux nouveaux arrivants la nécessité de l'indépendance du Québec, alors qu'ils ne connaissent rien de l'histoire de ce pays, selon eux merveilleux, riche et pacifique ?

Le multiculturalisme a été mis en avant par le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau (1968-1984), qui détestait le concept des deux nations ou de deux peuples fondateurs, les Français et les Anglais, qui avait amené une certaine paix sociale dans les années 1950-1960. Ce concept avait eu une application politique par la suite avec la promotion du bilinguisme dans la fonction publique, politique qui fut appliquée « partout où le nombre le justifiait », c'est-à-dire dans les écoles, les hôpitaux, les services gouvernementaux, etc. Mais l'arrivée au Québec d'un gouvernement indépendantiste en 1976 a un peu renversé la vapeur en consacrant l'unilinguisme en terre québécoise, avec cependant une protection officielle pour la minorité anglophone de souche (qui avait, par exemple, le privilège de garder ses écoles et autres institutions publiques). Selon le Parti québécois, la langue française devait être considérée comme menacée (7 millions de francophones dans une Amérique de 300 millions d'anglophones) ; c'est ce qui explique la nécessité pour les allophones (les néo-Québécois) de s'intégrer à la majorité francophone⁵. La langue ne devait pas être seulement un instrument de communication dans la famille, mais un Québécois devait pouvoir travailler en français, étudier en français, se faire soigner en français, acheter en français, se divertir en français, s'épanouir en français, bref *vivre en français*, ce qui n'exclut pas du tout la nécessité pour les Québécois de s'exprimer en anglais ou en espagnol, le cas échéant.

La politique de la protection de la langue française sur le territoire fut un franc succès, bien que certaines minorités (par exemple, curieusement, plusieurs Italiens) qui voulaient s'intégrer à la majorité anglophone aient crié au fascisme. D'autres ont considéré l'unilinguisme officiel comme un recul des libertés individuelles ou un frein au libéralisme ambiant. Ainsi, Pierre Elliott Trudeau, né au sein d'une riche famille libérale d'un père francophone et d'une mère anglophone, ne manquait jamais l'occasion de traiter les « séparatistes », comme il les appelait, comme des nostalgiques, tenant d'une société traditionnelle dépassée, ou, pour reprendre les termes de Tönnies, d'une *Gemeinschaft*, une sorte de « communautarisme » frileux, restaurant les vieilles valeurs religieuses et paysannes. À la place, il proposait les vertus du fédéralisme intégrateur

qui n'est pas très loin de ce qui s'appellera vingt ans plus tard la globalisation ; n'oublions pas que le Québec a la chance (ou la malchance) d'être à côté d'une puissance américaine de 300 millions d'individus. Le fédéralisme canadien a poursuivi une politique vigoureuse de *nation building* à travers les successeurs de P.E. Trudeau, pendant que se mettaient en place des instruments économiques d'intégration continentale, comme l'Aléna ou la Zléa qui fragilisent encore plus une minorité culturelle de 7 millions de personnes.

Pourtant, une nation ne peut pas se permettre de s'isoler économiquement et culturellement du monde. Les jeunes, qui parlent en grande majorité les deux langues, l'ont compris. Ils savent bien qu'il ont une culture propre, ni européenne (la France a perdu le Québec en 1760 !), ni américaine. Presqu'Amérique ! Les Québécois ne se sentent pas Français en France, et pas non plus Américains aux États-Unis ! Position inconfortable, s'il en est une, qui les a amenés à devoir être un *peuple de passeurs*, un peuple d'interprètes. J'ai souvent personnellement l'impression de « traduire » l'Amérique aux Français et de passer pour européen aux yeux des États-Unis (la vieille Europe, dirait Donald Rumsfeld !). Voir, par exemple, la position des Québécois pendant la guerre d'Irak, qui fut loin d'être la même que celle des autres Canadiens ! Et ce n'est pas la seule différence culturelle des Québécois !

La position ambiguë des Québécois dans le paysage de la Grande Amérique les a amenés à être particulièrement créatifs sur le plan culturel et à exceller à l'international. Paradoxe ! dans un pays où le nombre de lois « protectionnistes » est fort important : obligation de l'éducation en français dans les écoles (sauf en ce qui concerne les minorités anglophones d'origine), imposition de quotas de productions françaises à la radio et à la télévision, lois sur le cinéma et subvention de la production originale au cinéma et dans le livre, subvention dans la distribution des journaux et des revues, obligation d'affichage en français sur les produits et dans les magasins, francisation des logiciels, surveillance générale de la qualité du français et de la francisation des termes, etc. Malgré (ou grâce à) la nécessité de ne pas considérer les industries de la langue et de la culture comme des marchandises comme les autres, les Québécois ont envahi les scènes internationales ; par exemple, les « invasions québécoises⁶ » au Festival de Cannes ou aux Oscars, les Céline Dion ou les Linda Lemay pour la chanson, le Cirque du Soleil, les Yann Martel, qui a remporté le Booker Price, les Robert Lepage dans le spectacle théâtral... Pourquoi les Québécois sentent-ils le besoin de sortir de leurs frontières ? Peut-être par nécessité, en raison de l'étroitesse de leur marché ; peut-être aussi qu'il n'y a rien de plus universel qu'une situation particulière... Quoique fortement subventionnée par les pouvoirs publics, l'industrie culturelle peut *aussi* être rentable.

La culture est bricolage

Prenons l'exemple du film *Les Invasions barbares*. Pour ceux ou celles qui ont vu le film, qu'y a-t-il de plus québécois que la situation des malades dans les hôpitaux publics, qu'un *baby boomer* sur son lit de mort en train de revoir les illusions de sa jeunesse, qu'un syndicat négociant plus ou moins crapuleusement l'embauche du personnel, que des hommes et des femmes d'un âge mûr qui revivent avec nostalgie leur révolution sexuelle ? Quand on sort des clichés de *Ma cabane au Canada*, la culture peut devenir universelle. Une culture vivante est nécessairement un bricolage. Prenons par exemple la culture jeune, celle des jeux vidéo ; il n'y a pas de meilleur amalgame que cette façon de raconter une histoire en mélangeant des personnages du Moyen Âge dans un environnement mythique à l'aide de nouvelles technologies... Un médiéviste compétent y perdrait son vieux français ! Autre exemple, les thématiques des chansons des jeunes interprètes ; les personnes d'un certain âge sont toujours étonnées de voir ce qui intéresse les jeunes, comment ils voient la vie, comment ils abordent les sujets toujours éternels de la mort, de l'enfance, de la justice sociale... De plus en plus de néo-Québécois (immigrants souvent de deuxième génération) écrivent, font des films, jouent au théâtre ou travaillent en NTIC. En général, ils n'ont

jamais vécu en Italie, en Amérique du Sud ou en Afrique; ils transposent leur situation actuelle en fonction de l'univers familial dans lequel ils ont vécu avec leurs parents qui, eux, sont venus d'ailleurs. Le secret de la culture vivante est dans l'intégration des cultures, jeunes et vieilles, autochtones et étrangères. Culture de l'espace et du temps, de la quotidienneté et de la culture savante. Rien n'est plus contraire à la culture vivante que la vie dans les ghettos ethniques qui perpétuent un mode de vie répétitif et, à terme, nourrissent une espérance de mort...

La culture québécoise est toujours en danger, toujours prête à être submergée par le raz-de-marée anglo-saxon; c'est peut-être ce qui explique sa vitalité! La menace de disparition rend vigilant. On a souvent dit que les Québécois avaient été sauvés de l'assimilation par la démographie (c'est-à-dire en faisant des enfants à profusion), par la religion, par l'isolement géographique et hivernal... Tout cela est terminé. La globalisation est à l'œuvre. Certains croient que le danger est d'autant plus grave que les Québécois ne contrôlent pas leur développement politique, économique, social et culturel. L'indépendance du Québec est toujours en suspens, mais il ne manque pas de gens pour dire qu'il est temps de passer à autre chose, aux vraies choses, c'est-à-dire à l'intégration économique! La mondialisation des échanges et des marchés broiera-t-elle, à la manière d'un rouleau compresseur, les particularismes des cultures? Heureusement, John Saül, le mari de la gouverneure générale du Canada, vient de dire dans le *New-Yorker* que la globalisation est un concept qui a fait son temps, qui a vécu ce que vivent toutes les idéologies, l'espace du demi-siècle...

La culture ne peut pas survivre sans être subventionnée: la production télévisuelle, cinématographique, musicale, théâtrale, littéraire et artistique, l'école, les services publics, la recherche et la science, l'affichage public, la langue, etc. Mais la culture n'est pas que cela; c'est aussi un certain nombre de valeurs et de choix sociaux, une certaine vision de l'État, un certain mode de vie, une présence à la nature et au temps. La culture définit l'identité d'un peuple; le libéralisme à l'œuvre dans la mondialisation veut abolir les frontières des pays pour mieux retrouver une population indifférenciée de consommateurs de produits standardisés proposés sur le marché.

La situation est-elle désespérée, chez les minorités? Il y a toujours matière à espoir, car la culture craint la répétition. On ne connaît pas de recette pour réussir infailliblement un chef-d'œuvre. Parce que l'industrie moderne a inventé la machine à reproduire (le télécopieur, l'appareil photo, le magnétophone, le magnétoscope, l'ordinateur, etc.), – ajoutez à cela la mise au point des techniques de sondage d'opinion et la nouvelle science de la prévision (l'ingénierie sociale et le marketing) –, Adorno et Horkheimer⁷ croyaient que le secret de l'œuvre d'art était découvert. Le cinéma, la télévision, le livre, la peinture sont peut-être des industries culturelles, mais ces industries ne fonctionnent pas selon le procédé habituel de la fabrication en série des produits matériels.

Autre sujet d'optimisme: la mondialisation risque de ne pas fonctionner seulement comme un intégrateur culturel; elle peut aussi rendre accessibles les diverses cultures. On sort peu à peu de l'effet d'homogénéisation des médias de masse. Par les réseaux Internet se créent de nouveaux espaces de communication, de nouvelles communautés virtuelles, de nouvelles «niches culturelles». Il existe maintenant une communauté francophone, de l'Afrique à l'Europe, de l'Amérique au Vietnam. Nous avons accès à des réseaux d'information en provenance des États-Unis d'Amérique, certes, mais aussi du monde arabe, d'Europe, d'Asie. Les films autres que ceux de Hollywood circulent partout, les livres peuvent aussi avoir des audiences internationales, les musées échangent leurs collections et leurs expositions, etc.

La diversité est le maître mot de la culture.

NOTES

1. Par le traité de Tordesillas (Vieille-Castille), signé le 7 juin 1494 entre les Espagnols et les Portugais, une ligne de démarcation séparait les colonies des deux pays à 370 lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert – en incluant une exception d'importance, le cap Sao Roque (à la pointe est du Brésil), ce qui permit à Pedro Alvares Cabral, en 1500, de s'emparer du Brésil. Ce traité établissait les colonies portugaises de 45° de longitude O jusqu'au 130° de longitude E, comprenant la Chine, l'Asie du Sud-Est, le sous-continent indien, les Açores et le Brésil, le reste devant appartenir aux Espagnols (voir *Atlas de la découverte du monde*, publié par G. CHALIAND et J.-P. RAGEAU chez Boréal Express en 1984).
2. TÖNNIES F., *Gemeinschaft und Gesellschaft* («Communauté et société»). La première édition date du début du XX^e siècle. Selon Paul Attala, Tönnies a analysé la crise de la modernité, marquée par la disparition de la «communauté» (*Gemeinschaft*) naturelle et organique au profit de la «société» (*Gesellschaft*) dirigée vers un objectif.
3. Le scandale actuel des commandites (où plusieurs centaines de millions de dollars ont été dépensés pour revamper l'image du Canada) en est une preuve évidente.
4. Pour être tout à fait franc, il existe un certain sentiment de racisme envers les Haïtiens ou les Jamaïcains, nos minorités *visibles*, terme qui fait sourire – pourquoi les Noirs sont-ils une minorité visible et non les Asiatiques ?
5. On comprendra que, pour certains Québécois fédéralistes, leur pays est le Canada et sa majorité est anglophone; pour d'autres Québécois à tendance indépendantiste, leur pays, c'est le Québec et sa majorité est francophone. Cette ambivalence toute «canadienne» n'est pas simple à expliquer à un nouvel arrivant !
6. On aura compris le jeu de mot fait avec le film de Denis Arcand, *Les Invasions Barbares* qui fait suite au *Déclin de l'empire américain*, qui a reçu deux prix à Cannes et trois césars.
7. ADORNO T. et HORKHEIMER M., «La production industrielle des biens culturels», in *La Dialectique de la raison*, Paris, PUF, 1973.